

Comment les Frères musulmans ont pris la Belgique en otage

Depuis des décennies, les Frères musulmans tentent de séduire les partis politiques. Aujourd'hui, ils font offre de service pour lutter contre la radicalisation. L'histoire du pompier pyromane ?

Par **Marie-Cécile Royen**

A l'exception de Michaël Privot, directeur de l'Enar, un lobby antiraciste européen, aucun Frère musulman n'a jamais accepté de se dévoiler en Belgique ni, comme ce fut le cas pour le Verviétois, de se distancier publiquement de la confrérie. Celle-ci a le culte du secret. Elle n'accorde sa confiance qu'à de rares élus. Tout au plus quelques dizaines – peut-être une cinquantaine – dans notre pays. Mais dont l'activité de surface est visible. Des jeunes gens se multiplient actuellement sur tous les fronts : associatif, politique, économique. Car ils sont entreprenants, ces cadres musulmans entre 30 et 40 ans, créatifs, tirés à quatre épingles, au look chic et décontracté. Les filles sont inmanquablement très couvertes, mais cela n'empêche ni les couleurs ni l'assertivité. Le sombre uniforme islamique n'est porté que dans les quartiers pauvres de la capitale.

Dans le courant des années 1990, les Frères ont été priés, en interne, de se raser la barbe pour ne pas être pris pour des « barbus ». Ils cultivent à merveille l'art de se couler dans le paysage, de s'adapter au « contexte ». Le mot « contexte » est d'ailleurs un de leurs éléments de langage, avec « islamophobie », « citoyenneté » et maintenant « co-inclusion ». Une référence à l'auteur de ce néologisme, le sociologue Felice Dassetto (UCL), auteur de *L'Iris et le Croissant* (Presses universitaires de Louvain, 2011) ?

Etre à la fois dedans et dehors

Le prédicateur préféré des Européens, Tariq Ramadan, a usé du « contexte » jusqu'à la corde pour expliquer à ses ouailles comment être à la fois dedans et dehors, en contact avec la société mais sur son quant-à-soi musulman. Le

Suisse proteste régulièrement de sa non-appartenance aux Frères musulmans, à la différence de son frère aîné Hani, directeur du Centre islamique de Genève, petit-fils, comme lui, de Hassan el-Banna, fondateur égyptien de la confrérie, en 1928. Il y a des manières dures ou molles d'évoluer dans l'orbite des Frères. Ces 14 et 15 mars, ce sera du « dur ». Ramadan fera son grand retour sur la scène bruxelloise, au Passage 44, à la faveur de la 3^e Conférence annuelle internationale initiée par le Centre de recherche sur la législation islamique et l'éthique (CILE), en droite ligne du Qatar. Prix d'entrée : 13 euros. Le thème ? Evanescence au possible : « L'Islam et les dilemmes éthiques contemporains ».

Quand on est Frère (un peu ou beaucoup), mieux vaut ne pas s'exprimer trop clairement sur les questions qui fâchent (la violence en politique, l'égalité entre musulmans et non-musulmans, la liberté d'apostasier, le statut de la femme...) et renvoyer au « contexte ». Car, à l'état brut, le programme Frère a de quoi faire frémir. La confrérie ●●●

●●● égyptienne a été, en effet, la matrice de l'islam politique qui, dans sa version djihadiste, a mis le feu aux quatre coins de la planète. Dans son logo, les deux sabres croisés sous le Coran sont accompagnés du début de la sourate 8, verset 60 (le Butin) : « Tenez prêt contre eux (les incroyants) ce que vous pouvez de forces et de chevaux pour effrayer l'ennemi de Dieu et votre ennemi et d'autres que vous ne connaissez pas mais que Dieu connaît. Ce que vous dépensez dans le sentier de Dieu vous sera rendu et vous ne serez pas lésés. » En arabe, le mot « effrayer » a la même racine que le mot « terroriste ». Quand ils veulent, les FM ne sont pas des tendres.

Difficile d'imaginer cet arrière-fond idéologique dans les locaux verts pomme de l'Espace Poincaré, près de la gare du Midi, à Bruxelles. C'est là que le texte « Convergences musulmanes » a été concocté. Ou plutôt imposé, selon Hamid Benichou, l'agent de quartier de Saint-Josse-ten-Noode, « fils » du socialiste Guy Cudell, qui dénonce un « détournement de l'héritage spirituel de l'islam ». Benichou n'oublie pas que la guerre civile entre les islamistes et le pouvoir algérien a fait 300 000 morts dans son pays d'origine. Il a un sixième sens pour relever la récurrence du mot « mu-

« sulman » dans les discours qui, pour lui, n'annoncent rien de bon. « L'«islam solution», j'ai vu ce que c'était et je l'ai fui. Ici, nous sommes des citoyens belges et nous avons la chance de pratiquer notre religion tranquillement et en privé. » L'hyperactivité des Frères ne lui dit rien qui vaille. « Ils ne représentent qu'eux-mêmes. Ils sont coupés de la communauté musulmane », tranche-t-il.

Présenté par communiqué, le 22 février dernier, « Convergences musulmanes » a été rédigé par les gens de l'EmBeM

(Empowering Belgian Muslims), une association dont l'idée a germé à l'ambassade américaine, le 18 juin 2012 (*lire page 49*). Elle a été fondée, entre autres, par Fatima Zibouh, Michaël Privot, Taoufik Amzile, Wahiba Yachou, Zaki Chairi et Mahinur Ozdemir (élue CDH au parlement bruxellois). Le ton de son texte est très révélateur du discours « Frères » (victimisation et exacerbation de la dualité « eux » et « nous ») même si aucun signataire n'évoque cet héritage.

Ce qui a justifié la mobilisation d'EmBeM ? « La situation dramatique de l'actualité vécue par les communautés musulmanes de Belgique » à cause des « tragiques événements commis par une poignée d'individus au nom de l'islam ». Dès lors, les musulmans signataires, venus de tous les horizons, s'engagent à lutter « contre

tout discours haineux », mais à la condition que les représentants politiques accordent « sa place pleine et entière à la religion musulmane », luttent contre l'« islamophobie » et garantissent la « pratique digne de l'islam ». Le sort de *Charlie*, des juifs ou des policiers abattus à Paris n'est évoqué nulle part. Un oubli bien maladroit car, pour cette génération de « professionnels de l'islam », l'enjeu n'est pas mince : renforcer leur partenariat avec les autorités en vue de participer à la « déradicalisation » des *retournees* syriens ou des aspirants au djihad. Des missions sont à pourvoir dans tous les secteurs de la société.

Un lobbying permanent

Apparus dans les années 1980 comme étudiants ou réfugiés politiques fuyant les pays où ils voulaient s'imposer, les Frères musulmans ont bâti, en Belgique, une infrastructure permanente et suscité la création de moult associations (*lire l'encadré page 47*). Ils ont surtout exercé un lobbying permanent auprès des pouvoirs publics pour devenir les porte-parole officiels de la communauté musulmane. Un rapport du comité de contrôle des services de renseignement (comité R) le notait déjà en 2001, puis en 2007, relevant un autre aspect de leur stratégie : « Susciter ou entretenir les tensions dès qu'ils considèrent qu'un musulman ou une association islamique est victime des valeurs occidentales. Ainsi de la question du port du voile islamique dans les écoles publiques... »

Historiquement, et pour des raisons différentes, certains démocrates-chrétiens et certains laïques ont succombé aux sirènes FM, enchantés par leur discours si policé et si engagé. Cela s'est traduit par des amours fluctuantes. Si le PS bruxel-

lois tente, aujourd'hui, de mieux sélectionner ses protégés, il est devenu « prisonnier de son électorat », comme le souligne souvent l'ancien chef de cabinet de Philippe Moureaux, Merry Hermanus. Que serait, aujourd'hui, le Parti socialiste sans les appels au vote des mosquées, de certaines ambassades et même de prédicateurs salafistes qui, tel Iliass Azaouaj, ont disparu en Syrie et appelaient bruyamment à voter Moureaux en 2012 ? Sans doute moins de 10 % à Bruxelles.

L'ancien bourgmestre socialiste avait noué des liens solides avec la mosquée Al Khalil de Molenbeek, issue de la branche syrienne des Frères musulmans, aujourd'hui sous l'influence du Parti de la justice et du développement (Frères musulmans marocains). En 2003, il recommandait à la ministre de la Justice, Laurette Onkelinx (PS), un Exécutif des musulmans de Belgique très marqué « Frères ». Il a beaucoup pesé sur le Centre pour l'égalité des chances afin que celui-ci adopte des positions favorables à l'extériorisation des signes religieux. Certaines pesanteurs sociologiques perdurent malgré son départ de la politique active. L'attribution de la « fréquence arabe » de Bruxelles à un homme d'affaires belgo-tunisien proche d'Ennahda, Lassaad Ben Yaghlane (*lire page 50*) montre que le PS bruxellois reste à l'écoute d'un courant que l'on peut qualifier d'islamo-conservateur. C'est le président du PS de Koekelberg, Ahmed Bouda, qui a vendu la radio Al-Manar à Ben Yaghlane, avec la bénédiction du Conseil supérieur de l'audiovisuel, l'autorité administrative indépendante placée, alors, sous la tutelle de Fadila Laanan (PS), ministre de l'Audiovisuel dans le précédent gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le CDH a eu, lui, aussi, sa grande période Frères musulmans, quand, ministre en charge de l'Égalité des chances et présidente du parti centriste, Joëlle Milquet se laissait circonvenir par un entourage où figurait, entre autres, ●●●

●●● le think tank Vigilance musulmane, partisan des « accommodements raisonnables », un assouplissement des règles communes au profit de certaines spécificités religieuses. A Verviers, Joëlle Milquet a laissé la bride sur le cou à un conseiller communal proche de la grande mosquée As-Sahaba, Hajib El Hajjaji, jusqu'à ce que ce dernier franchisse le Rubicon en soutenant une jeune femme voilée au conseil du CPAS. Fort de son potentiel électoral, qu'il n'a pas hésité à mettre en avant, le rebelle a été récupéré par Ecolo. Le CDH a également promu une jeune femme voilée d'origine turque, Mahinur Ozdemir, au mariage de laquelle assistait le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan (AKP). Le virage islamiste et autoritaire de celui-ci s'est accentué depuis

lors. Les Frères musulmans chassés d'Égypte ont trouvé refuge sur les bords du Bosphore et leurs télévisions bombardent les pays arabes d'appels au djihad.

Faut-il partout et toujours suspecter l'entrisme ? La suggestion de Joëlle Milquet, la nouvelle ministre de l'Enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles, de faire appel à Farid El Asri, fondateur d'un réseau de chercheurs en sciences humaines et religieuses, EmridNetwork, auteur, il y a dix ans, d'un texte calamiteux, a déclenché de vives hostilités entre les supporters de celui-ci, dont le Pr Felice Dassetto, et ses accusateurs. Farid El Asri a-t-il ou non été proche des Frères ? Si la réponse est « oui », il s'en est en tout cas « libéré », selon l'un de ses proches. Son cas n'est pas unique. La qualité (présumée) de Frère musulman n'est pas une assignation à vie, comme le montre le beau livre de Farid Abdelkrim, *Pourquoi je ne suis plus*

islamiste (Le Vif/L'Express du 27 janvier dernier).

C'est le parti Ecolo qui, en ce moment, paraît le plus sensible à l'idéologie diffuse de la confrérie en Europe. Certes, El Hajjaji a été un renfort de poids. Mais ce parti, à Bruxelles, a toujours eu le don d'attirer des profils oscillant entre la gauche radicale et l'islamisme. Signataire de « Convergences musulmanes » et président du Collectif contre l'islamophobie en Belgique, Mustapha Chairi travaille au secrétariat de la locale Ecolo Ville de Bruxelles. Il avait réclaté, suivi de Zoubida Jellab (Ecolo), conseillère communale à Bruxelles-Ville, l'annulation de la visite promotionnelle du polémiste français Eric Zemmour, avant les attentats de Paris. La comparaison avait été faite entre l'interdiction de territoire du prédicateur Tareq al Suwaidan, des Frères musulmans koweïtiens, en novembre 2014, et celle, réclamée à grands cris, de Zemmour, auteur du *Suicide français*. Pour le Collectif, Zemmour, qui critique certains aspects de la présence musulmane en France, aurait dû être interdit au même titre que Suwaidan, qui a appelé au meurtre des juifs...

La fascination « frériste » pour le monde politique a cependant des limites. Les partis politiques utilisent le ressort communautaire pour capter les voix des électeurs, mais ils ne renvoient pas toujours l'ascenseur. Selon les musulmans conscientisés de la nouvelle génération, les plus belles opportunités, aujourd'hui, ne se trouvent pas dans l'associatif ou la politique mais bien dans l'économie. Dans une vidéo sous-titrée en français disponible sur YouTube, Nouman Ali Khan, un leader des Frères musulmans en Amérique du Nord, conteste le but de l'Etat islamique de se constituer en Etat : « Si vous voulez vraiment prendre le contrôle de la société, vous savez de quoi vous devriez prendre le contrôle ? Du secteur privé. » Et d'engager les musulmans américains à créer « des entreprises colossales comme Wal-Mart pour influencer le cours des choses ». L'activité économique procure des revenus qui peuvent ensuite être réinvestis dans le secteur religieux au sens large. Rien ne se perd. ● **M.-C.R.**

L'INFRASTRUCTURE FM

En trois décennies, les Frères musulmans ont bâti un réseau d'associations et d'entreprises (liste non exhaustive) qui ne reconnaissent pas volontiers leur appartenance à cette mouvance. L'étiquetage est d'autant plus compliqué qu'en Belgique, les Frères et les salaf-wahhabites entretiennent des liens étroits et déteignent l'un sur l'autre. Exemple : la Foire musulmane de Bruxelles est organisée par des Frères, mais les prédicateurs salafistes y sont les bienvenus.

INSTITUTIONS

- **Ligue des musulmans de Belgique**, Saint-Gilles.
- **Fédération des organisations islamiques en Europe**, Gedis (édition, Foire musulmane), rue de la Pacification, Saint-Josse-ten-Noode.
- **Forum of European Muslim Youth and Student Organisations** (Femyso), rue Archimède, Bruxelles. Lobbying auprès de l'Union européenne.

ONG, MOSQUEES, SOCIO-CULTUREL, ECONOMIE

- **Asbl Islamic Relief** (Bruxelles).
- **Asbl Aksahum** (Verviers et Molenbeek).
- **Mosquées Khalil** (Molenbeek), **Attaouba** (Evere), **Al Hikma** (Forest), **Assahaba** (Verviers).
- **Institut des Etudes Islamiques de Bruxelles** (Takaful), Molenbeek.
- **Centre culturel Al Khayria**, rue Broyère, Anderlecht.
- **Espace Poincaré** (Dar Al Quran), boulevard Poincaré, Anderlecht.
- **Salle Claridge, chaussée de Louvain**, Saint-Josse-ten-Noode.
- **Arabel** (ex-radio Al Manar): Bruxelles 106.8.
- **Asbl « Les Fourmis »** : guides et scouts musulmans de Bruxelles.
- **Association belge des professionnels musulmans** (ABPM), **SA Takafol** (assurances islamiques basées à Luxembourg), **Al Maalya Consulting** (finance islamique).
- **Foire musulmane de Bruxelles**.

MOUVANCE FM ET PARTIS ÉTRANGERS

- **Vigilance musulmane, Musulmans progressistes, Muslim Rights Belgium, Tayush, Collectif contre l'islamophobie en Belgique, Empowering Belgian Muslims**.
- **European Muslim Network**, rue de l'Etoile, Uccle. Président : Tariq Ramadan.
- **Association Fraternité** (mouvance de feu le cheikh Yassine, Marocain).
- **Parti Justice et Développement** (Frères musulmans marocains), Ennahda (tunisiens), **AKP** (turcs).

La love story américaine

Depuis la guerre froide, les Etats-Unis soutiennent les Frères musulmans, quand les autorités belges les classent « groupe à suivre ».

Entre les Frères musulmans et les Etats-Unis, c'est une vieille histoire. Dans *Une mosquée à Munich* (JC Lattès, 2011), le prix Pulitzer américain Ian Johnson révélait comment les Etats-Unis avaient utilisé les réseaux musulmans du Reich, après la Seconde Guerre mondiale, pour déstabiliser les républiques musulmanes d'URSS et s'attirer les bonnes grâces du tiers-monde. Doctorant à Cologne, Saïd Ramadan, gendre d'Hassan el-Banna, fondateur des Frères musulmans, fut longuement « traité » par l'antenne allemande de la CIA. L'agence américaine rêvait d'en faire le porte-parole des Occidentaux dans le monde musulman. L'inverse se produisit : le futur père de Hani et de Tareq devint la tête de pont des Frères en Europe.

Après le 11-Septembre, l'on découvrit « que les auteurs des attentats avaient basculé dans l'extrémisme sous l'influence idéologique des Frères musulmans dont le message utopique les avait séduits en leur apprenant à séparer l'humanité en deux camps : les croyants et les infidèles » (Ian Johnson). Une période de froid s'ensuivit mais, en 2005, l'administration Bush décida de réintégrer les Frères dans son jeu.

Les 15 et 16 novembre 2005, l'islamologue Michaël Privot participa, avec 64 autres musulmans belges, à un colloque organisé par le Département d'Etat (« Les communautés musulmanes prennent une part active à la société : un dialogue américano-belge »). Converti à l'âge de 19 ans, le Verviétois était alors vice-président du Forum de la jeunesse musulmane européenne, une organisation FM financée par les Saoudiens. Depuis, la stratégie américaine consistant à choyer la nouvelle génération des Frères ne s'est pas démentie, que cela plaise ou non aux autorités belges. Dans son rapport 2012 sur les libertés religieuses dans le monde, le Département d'Etat a volé au secours d'un conseiller communal de Verviers, Hajib El Hajjaji,

exclu du CDH pour avoir soutenu une « sœur », conseillère au CPAS soudainement voilée.

La politique de la main tendue

Qu'ils soient républicains ou démocrates, les ambassadeurs américains en poste à Bruxelles ont toujours appliqué cette politique de la main tendue. Ainsi, lors de la rupture du jeûne du ramadan, l'ambassade US reçoit large. En toile de fond, il y a toujours des frérots. Parfois, c'est plus discret. Le 18 juin 2012, des FM belges (ou apparentés) présentèrent à Farah Pandith, la déléguée spéciale d'Hilary Clinton auprès des communautés musulmanes, ce qui allait devenir, le 23 avril 2013, l'asbl Empowering Belgian Muslims (EmBeM). Plusieurs futurs cadres furent expédiés aux States en stage d'« empowerment », une technique permettant à des groupes fragiles ou discriminés de se prendre en charge.

Le 19 février dernier, le Bruxellois Taoufik Amzile, administrateur d'EmBeM et président de l'Association belge des professionnels musulmans (ABPM), prit la parole au Sommet international de lutte contre la radicalisation violente, à Washington, en présence de Barack Obama et de Jan Jambon, ministre de l'Intérieur (N-VA). Son message « Faites-nous confiance » venait juste après la dénonciation de la « violence systémique » (inégalité, islamophobie) que subiraient les jeunes musulmans de Belgique. Une offre de service ambiguë. Jamais à court d'idées, l'ambassade américaine organisa, le 24 février dernier, une rencontre en mémoire du militant noir américain Malcolm X, fondateur de Nation of Islam. Etaient présents une palette de musulmans, dont Yasmine Kherbache (SP-A), ancienne cheffe de cabinet d'Elio Di Rupo (PS), qui a démissionné récemment du poste de cheffe de groupe socialiste au conseil communal d'Anvers. Depuis 2013, elle souhaite que son parti revienne sur l'interdiction du voile dans la fonction publique de la métropole. ●M.-C.R.

L'omniprésent Lassaad Ben Yaghlane

Proche d'Ennahda, les Frères musulmans tunisiens, l'homme d'affaires belgo-tunisien suscite beaucoup de fantasmes. Notamment sur l'origine de ses fonds.

Par **Marie-Cécile Royen**

Lassaad Ben Yaghlane, 50 ans cette année, a bâti un empire bruxellois dans la distribution, la restauration et les services dédiés à la communauté musulmane. Il est arrivé de Tunisie en 1987 avec un visa d'étudiant, mais n'a commencé son ascension économique qu'à partir de 1999 (*lire l'encadré page 51*). Il provient d'une famille bourgeoise plutôt conservatrice. Sa sœur, Boutheina Ben Yaghlane Ben Slimane (Ennahda, Frères musulmans), vient d'être désignée secrétaire d'Etat auprès du ministre des Finances du gouvernement d'Habib Essid. Depuis que les Frères ont été intégrés dans le jeu démocratique de plusieurs pays arabes (Tunisie, Maroc, Egypte avant la destitution du président Morsi), leurs émules s'affichent sans complexe à Bruxelles. Le discret Lassaad Ben Yaghlane apparaît de plus en plus comme l'un de leurs piliers.

En 2013, il a racheté la Radio Al Manar (Bruxelles 106.8) à son fondateur, Ahmed Bouda, qualifié de « nationaliste arabe progressiste » par ses

pairs et président du PS de Koekelberg. On parle d'une transaction portant sur une somme comprise entre 330 000 et 600 000 euros. Présidé par Dominique Vosters (PS), le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a accepté le changement de propriétaire, puis de nom (Arabel), dans la mesure où le cahier des charges relatif à la programmation était respecté : productions propres, quota de musique en français, dérogation pour 30 % d'émissions en arabe, etc. L'avenir dira si cette autorisation (qui court jusqu'en 2017) était raisonnable car, de radio communautaire étiquetée PS, Arabel a pris un tour plus communautariste.

Tropisme palestinien

Le 24 avril 2014, le CSA a adressé un avertissement aux responsables de la radio pour un dérapage commis le 18 novembre 2013 par une animatrice de l'émission *Zone libre*, licenciée deux jours plus tard. Elle avait plaisanté sur la prétendue judéité de son coanimateur et lancé : « Vive la Palestine, mort à Israël ». Le CSA a fait crédit à Arabel de sa « volonté de repartir sur de bonnes bases et de faire de son service un média pluraliste et ouvert ». Mais, en octobre 2014, lors des élections législatives tunisiennes, auxquelles les Belgo-Tunisiens pouvaient participer, Arabel n'a diffusé que des pubs électorales en faveur d'Ennahda. La « sauce » a été rattrapée par des plateaux d'information

plus équilibrés.

D'une façon générale, la pression religieuse s'accroît au sein de la radio. Il est arrivé qu'un membre du personnel invite ses collègues à faire la prière en groupe, à côté de l'accueil, alors qu'il existe un local destiné à cet effet plus discret. Des animateurs commencent et terminent leur émission par des invocations divines, en dehors des tranches horaires dédiées à la religion musulmane. Arabel vient, en outre, de se doter de deux conseillers éditoriaux connotés, Mohamed Boulif, ancien président de l'Exécutif des musulmans de Belgique, et Fatima Zibouh, présidente de l'asbl EmBeM, un lobby musulman soutenu par l'ambassade américaine (*lire page 49*).

Arabel se signale également par un fort tropisme palestinien, tendance Hamas. Lors du ramadan de juillet 2014, un Radiothon Help Gaza a été lancé par l'humoriste bruxellois Zaki Chairi, animateur de scouts musulmans, membre fondateur d'EmBeM et auteur d'un clip tournant en dérision la déradicalisation. Les 200 000 euros recueillis en un week-end, pendant l'opération Bordure protectrice (intervention israélienne à Gaza), ont été dévolus à Islamic Relief Belgique (une ONG qui n'est pas reconnue par la direction générale de la Coopération au développement ni par le Centre national de coopération au développement-CNCD) et à l'asbl Aksahum Humanitaire. Sous le nom d'Al Aqsa Humanitaire, cette fondation a été dissoute aux Pays-Bas et en Allemagne pour avoir financé le terrorisme du Hamas. Ces deux asbl sont répertoriées comme faisant partie de l'infrastructure des Frères musulmans en Europe.

Le 3 février dernier, un citoyen a interpellé le CSA sur la légalité de la collecte de juillet 2014. Sa plainte a été classée sans suite car relevant d'un « domaine pénal » pour lequel le CSA n'est pas compétent. L'autorité administrative a néanmoins signalé les faits au parquet de Bruxelles.

Lieux de rencontre coranique

Là ne s'arrête pas la fringale de Ben Yaghlane. En 2014, il a racheté Le Claridge, célèbre salle Art déco de la chaussée de Louvain, haut lieu des nuits bruxelloises. Aujourd'hui, c'est un endroit plus austère, équipé pour les séminaires, congrès ou banquets, où des récitations coraniques se glissent entre des événements plus profanes. Le samedi 7 février, c'est Abdelfattah Mourou, vice-président du Parlement tunisien et cofondateur du parti Ennahda, qui était l'invité surprise. Il a psalmodié le Coran, en compagnie d'autres cheiks et prédicateurs, dont Yacob Mahi, professeur de religion controversé de l'athénée Leonardo Da Vinci (Anderlecht) et les influents cousins Toujgani: Tahar (président du Conseil européen des oulémas marocains, imam à Anvers) et Mohamed (président du Conseil des imams de Belgique, mosquée Khalil de Molenbeek). Les Toujgani sont proches du Parti de la justice et du développement (Frères musulmans), dont est issu le Premier ministre marocain Abdelilah Benkirane. Il s'agissait de la première rencontre coranique organisée par l'Institut Ibn El Jazari des Sciences du Coran, qui a son siège au 47, boulevard Poincaré, à Anderlecht.

Précisément, c'est à cette adresse, près de la gare du Midi, que « Ben » a loué deux plateaux qui se présentent à l'extérieur comme l'Espace Poincaré mais dont le nom à usage interne est Dar Al Quran (Maison de l'Islam). Tout un symbole. Dirigé par Hajib El Hajjaji, l'Espace Poincaré a offert son décor vert pomme à la présentation du texte « Convergences musulmanes » de l'EmBeM et, le 3 mars, à une rencontre inter-religieuse, en guise d'ouverture aux autres.

Mises en réseau par les personnes ou les moyens matériels, les diverses entreprises de Ben Yaghlane se renforcent l'une l'autre. Arabel est ainsi le partenaire rédactionnel de la conférence qatarie sur l'« Islam et les pro-

blématiques de l'éthique contemporaine » qui se tiendra le week-end des 14 et 15 mars, au Passage 44, avec Tarek Ramadan et Edwy Plenel en guest stars. Ce mélange inédit d'activités commerciales et de philanthropie à caractère islamiste procure de l'influence mais suscite aussi des questions. Interrogé sur l'origine de ses fonds, l'homme d'affaires belgo-tunisien assure au Vif/L'Express que toutes ses activités sont menées dans la plus grande transparence et n'ont pas de lien avec les Frères musulmans : « Elles servent au "vivre ensemble" et, surtout, au "faire ensemble", dans l'intérêt de nos enfants ». ●

ÉTAPES D'UNE ASCENSION

2003 Benimmo Belgium SA (7 Brico en Région bruxelloise).

2004 Euro-Center Bourse SA reprend l'AD Anspach, puis le Shop Delhaize Rogier (rue de Brabant), le Shop'n Go Ecuyer (Monnaie). Ben's Food Company (3 restaurants).

2010 SPRL Ben's Services & Management.

2011 Ouverture d'un restaurant halal, rue du Marché au Poulet. Lancement de l'agence de voyage SA Tayba Travel (trois implantations, dont une au boulevard Anspach), qui propose des pèlerinages à La Mecque et aurait obtenu, à Bruxelles, l'exclusivité de la distribution des visas délivrés par l'Arabie saoudite.

2012 Fonds funéraire Amana sous la forme d'une asbl qui mutualise les frais de rapatriement et d'inhumation des défunts musulmans. Selon une enquête du site lemaroxel-lois.be, Amana tente de s'accaparer le marché des pompes funèbres halal.

2013 Sprl Ben Estate (activités immobilières). Acquisition d'Al Manar Radio Bel-gique. Ben's Services &



Management est actionnaire à 96 % de la radio Arabel, le reste étant détenu en nom propre par Lassaad Ben Yaghlane.

2014 Line Invest SA gère la salle Le Claridge, chaussée de Louvain, à Saint-Josse-ten-Noode. ●